

Le retour de la question nucléaire : des motifs d'inquiétude

Par Michel Fortmann

Points de mire, vol. 2, no 5 (02 avril 2001)

Introduction

Durant les années 1990, il était de bon ton, autant dans les médias que chez les spécialistes des relations internationales, d'avancer que, dans un avenir très proche, le danger nucléaire allait se dissiper. Après tout, les traités tels que START I, II et III n'allaient-ils pas assurer le démantèlement des arsenaux russes et américains ? En outre, l'adhésion de plus de 185 États au Traité de non-prolifération à la fin de la décennie ne soulignait-il pas que la norme de l'abstention nucléaire avait été adoptée par toute la communauté internationale ? Au début du nouveau millénaire, il reste cependant nombre de raisons d'être inquiets, et certains, comme l'ex-premier ministre russe Chernomyrdin, vont jusqu'à dire qu'aujourd'hui le monde n'a jamais été aussi proche d'une confrontation nucléaire. Pourquoi ?

Les capacités nucléaires

Soulignons, d'abord, que pour plusieurs pays, dont les États-Unis évidemment, le maintien d'arsenaux nucléaires importants demeure essentiel. À l'été 2000, il y avait encore plus de 30 000 têtes nucléaires dans le monde, dont plus de 13 000 déployées dans les arsenaux stratégiques russes et américains. On oublie aussi souvent que les Russes conservent plus de 10 000 têtes nucléaires tactiques qui ne sont couvertes par aucun traité. Même dans le cas où START III serait ratifié prochainement, les Américains disposeraient aussi d'une réserve de plusieurs milliers d'armes nucléaires prêtes à l'emploi, au besoin.

Question de doctrine

Il faut aussi rappeler que les doctrines nucléaires des grandes puissances prévoient encore l'usage des armes nucléaires dans plusieurs situations précises. En fait, les plans d'emploi des armes nucléaires ont très peu changé depuis dix ans. Même s'il est vrai que les missiles américains ne visent plus la Russie, il faut réaliser que ces derniers peuvent être instantanément reprogrammés. La facilité avec laquelle cette opération peut se faire a été mise en évidence lorsque, en avril 1999, le président Eltsine a ordonné que les armes stratégiques russes soient pointées à nouveau sur les pays de l'OTAN qui bombardaient le Kosovo.

La Russie, par ailleurs, après avoir répété pendant des décennies qu'elle n'utiliserait jamais ses armes nucléaires en premier, a annoncé en 1993 que, compte tenu de l'état de faiblesse de ses forces armées, elle pourrait avoir recours aux armes nucléaires pour contrer une attaque conventionnelle de la part de l'OTAN. L'année dernière, en réaction à l'offensive de l'Alliance au Kosovo, le président Vladimir Poutine a approuvé cette réorientation de la stratégie russe. La plupart des puissances nucléaires, à l'exception de la Chine et de l'Inde, adhèrent également au concept d'usage en premier (*first use*) de l'arme nucléaire. Les États-Unis et l'OTAN, en particulier, maintiennent qu'une politique ambiguë à ce sujet renforce la dissuasion.

Les doctrines d'emploi des armes nucléaires se sont aussi enrichies de nouveaux scénarios. En effet, les États-Unis ont prévu d'utiliser leurs armes nucléaires en guise de représailles contre des États dits parias en cas d'attaque chimique ou biologique. Selon un analyste : «Plus d'un millier de cibles ont été désignées dans les États qui ont ou tentent d'acquérir des armes chimiques, biologiques et nucléaires».

Il est également frappant de constater que les États-Unis et surtout la Russie continuent à penser leurs relations nucléaires en fonction de la menace d'une attaque surprise. Ceci est démontré, en particulier, par les plans d'urgence américain et russe qui prévoient spécifiquement la délégation du commandement en cas de décès des autorités politiques, ainsi que le transfert des élites vers des abris en cas d'alerte. En d'autres termes, on planifie encore un conflit nucléaire comme au bon vieux temps de la guerre froide. Cela est particulièrement vrai de la Russie, qui voit avec inquiétude ses capacités nucléaires diminuer par rapport aux forces stratégiques américaines. Selon certains calculs, les Russes ne disposeraient plus, à la

fin de la décennie, que de 350 à 380 lanceurs et de moins de 1000 têtes nucléaires, même s'ils ne signent pas START III. Ce phénomène est dû au simple vieillissement de l'arsenal russe, vieillissement que la situation économique ne permet pas d'endiguer. Face à cela, les États-Unis disposeraient d'un arsenal ultramoderne qui compterait de 2000 à 3000 têtes ainsi qu'un stock d'appoint d'une taille similaire. Une première frappe américaine pourrait donc, en principe, anéantir la quasi-totalité de l'arsenal. Comme l'a souligné le professeur T.V. Paul à ce sujet : «Les forces nucléaires russes sont particulièrement vulnérables à une frappe qui inclurait les vecteurs américains les plus précis, soit les Trident D-5, les Minutemen ainsi que les missiles MX Peacekeeper. Une telle attaque pourrait décapiter les structures de commandement et de contrôle russes en moins de 20 minutes» . En fonction de cette éventualité, Moscou a choisi d'adopter une politique de lancement immédiat en cas d'alerte nucléaire (*Launch on warning*). Cela signifie que l'ordre de lancement serait communiqué très rapidement aux forces stratégiques après détection d'une attaque, afin d'assurer qu'une partie au moins des missiles russes atteignent les États-Unis. Comme le confirme l'Académie américaine des sciences: ces deux États conservent ainsi la capacité de lancer sans préavis des milliers d'armes nucléaires sur simple réception d'un message d'alerte. Cela est particulièrement vrai des États-Unis qui maintiennent deux tiers de leurs sous-marins lanceurs d'engins en alerte, ainsi que la totalité de leurs missiles intercontinentaux (ICBM).

Les enjeux

Il faut, bien sûr, souligner que ces pratiques, surtout en Russie, augmentent considérablement le risque d'accident qui pourrait déclencher par inadvertance un conflit nucléaire. La politique de lancement immédiat en cas d'alerte et la détérioration de l'infrastructure de commandement et de contrôle russe ne manquent pas d'inquiéter les spécialistes. On se rappellera, par exemple, qu'en janvier 1995 les forces nucléaires russes ont été mises en alerte à cause du lancement d'une fusée météorologique norvégienne, lancement dont le commandement russe n'avait pas été averti. D'après Peter Vincent Pry, plusieurs incidents de ce genre ont eu lieu durant les années 1990 . Circonstance aggravante, le système d'alerte avancée russe est en mauvais état. Cinq des huit radars d'alerte russes sont en effet situés hors du territoire national et il n'est pas certain que Moscou ait accès à ces installations en toute circonstance. Soixante-dix pour cent des satellites de surveillance russes ont dépassé leur durée de vie normale. Le commandement des forces stratégiques russes ne peut donc se fier complètement aux données qu'il reçoit, et le risque d'accident augmentera d'autant plus durant la prochaine décennie.

Le déploiement éventuel d'un système de défense antimissile stratégique (National Missile Defense-NMD) par l'administration Bush ainsi que la mise sur pied de systèmes antimissile régionaux (Theatre Missile Defenses-TMD) en Asie ou en Europe ne feront, à l'évidence, qu'aggraver une situation très préoccupante. La Chine a déjà annoncé qu'elle serait obligée d'accroître ses capacités nucléaires de façon radicale (on parle d'une croissance de 20 à 1000 ICBM). Le déploiement éventuel de TMD au Japon ou à Taiwan pourrait aussi provoquer une crise grave impliquant le Japon, la Chine, Taiwan et les États-Unis. Les réactions de Moscou face à l'éventualité d'un NMD ont été aussi très agressives. Vladimir Poutine a ainsi déclaré récemment que le déploiement d'un tel système signifierait l'effondrement de l'ensemble du système de sécurité international.

Finalement, la dégradation récente des relations stratégiques russo-américaines ne devrait pas faire oublier l'émergence d'une nouvelle dyade nucléaire : l'Inde et le Pakistan. Qu'on le veuille ou non, ces deux États sont en effet devenus des puissances atomiques et ils devront apprendre à gérer leurs relations en fonction de cette nouvelle réalité. Il est possible qu'ils y arrivent à long terme avec le même succès que les États-Unis et l'URSS, mais, pour l'instant, la situation comporte des dangers indéniables. La possession de l'arme nucléaire semble en effet avoir donné l'illusion au Pakistan qu'il ne risque plus d'attaque conventionnelle de la part de l'Inde et, donc, que le fait d'attiser la situation au Cachemire ne présente plus autant de risques qu'avant. Cette instrumentalisation de l'arme nucléaire, que l'on peut voir à l'oeuvre dans la crise de Kargil au printemps 1999, comporte un risque important de dérapage et il est à souhaiter que les leaders politiques des deux pays le réalisent rapidement.

Contrairement à ce qu'avancent certains optimistes, le danger nucléaire est encore très présent, et sans nécessairement adopter le point de vue de l'ex-premier ministre russe que nous citons au début de notre analyse, il est urgent que la communauté internationale se mobilise à nouveau face à cette question.

Pour aller plus loin : suggestions d'hyperliens

- ï [Les traités START, SALT et autres](#)
- ï [Bulletin of Atomic Scientists](#)
- ï [Carnegie Endowment for International Peace](#)
- ï [Monterey Center for Nonproliferation Studies](#)
- ï [Verification Research, Training & Information Centre \(VERTIC\)](#)
- ï [The Henry L Stimson Center](#)
- ï [Center for Defense Information](#)
- ï [British American Security Information Council \(BASIC\)](#)
- ï [Coalition to Reduce Nuclear Dangers](#)
- ï [The Brookings Institution](#)